

SOS isolationnisme



MICHEL WINOCK
HISTORIEN

14/11/12

La tendance américaine au repli sur soi, entamée par Barack Obama et accentuée par les déclarations de Donald Trump, devrait inquiéter les Européens. Car notre histoire montre de quel poids peut peser l'isolationnisme américain.

Alors que les « quatorze points » du président Woodrow Wilson avaient servi de base aux négociations des traités d'après la Première Guerre mondiale, y compris le traité de Versailles, la nouvelle majorité du Sénat américain – c'est le Sénat qui ratifie les traités, à la majorité des deux tiers – a rejeté la politique de Wilson et le pacte de garantie que celui-ci avait promis à la France. Les Américains refusaient d'adhérer à la Société des Nations (SDN), vouée à assurer l'intégrité territoriale et l'indépendance de tous ses États membres ; ils ne voulaient pas avoir à intervenir dans des conflits internationaux qui les entraîneraient ils ne savaient où.

Cette décision du Congrès américain a été confirmée par l'élection présidentielle de 1920 et la victoire du républicain Warren Harding. La politique de solidarité internationale de Wilson était désavouée par l'opinion après l'avoir été par les sénateurs : l'intervention militaire, à partir de 1917, avait coûté cher, humainement et financièrement. On voulait en revenir à une position d'isolement, ce qui était du reste conforme à la tradition inaugurée par les pères de la nation, George Washington et Thomas Jefferson.

Les conséquences de cette politique isolationniste ont pesé sur le sort de la France et de l'Europe. Dans l'immédiat, la Grande-Bretagne a suivi les États-Unis en abandonnant à son tour le pacte de garantie qui liait la France à ses deux alliés. Par la suite, l'idéalisme pacifiste s'est imposé aussi bien en France qu'en Angleterre. Il dominait encore les esprits quand Adolf Hitler accéda au pouvoir. Très tôt, le Führer montra sa volonté de puissance et de conquête, au mépris des traités : rétablissement du service militaire obligatoire, réarmement de la Rhénanie, annexion de l'Autriche, crise des Sudètes aboutissant à la capitulation anglo-française de Munich... Avec le recul, on peut mesurer combien l'isolationnisme américain a encouragé l'expansion-

nisme des nazis. Quand la guerre fut déclarée en septembre 1939, les Français et les Britanniques se sont retrouvés seuls face à l'Allemagne hitlérienne qui venait de signer son pacte avec l'Union soviétique de Joseph Staline. Au mois de mai 1941, la Grande-Bretagne avait demandé son aide à Franklin Roosevelt, une participation directe au conflit. Certes, les États-Unis n'étaient pas entièrement neutres ; leur président souhaitait « la destruction finale de la tyrannie nazie », mais il fallut attendre l'attaque surprise des Japonais à Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, pour que les États-Unis entrent en guerre aux côtés des Britanniques.

Après la Seconde Guerre mondiale et les débuts de la guerre froide, les Américains ont renoncé à l'isolationnisme. Adhérant cette fois à l'Organisation des Nations unies (ONU), fondateurs de l'Otan, disposant de l'arme nucléaire, les États-Unis ont dirigé la politique extérieure de l'Europe occidentale, qui avait été dévastée par la guerre et qu'ils entendaient défendre du communisme. Le « parapluie atomique » du protecteur américain habitua les Européens à accepter leur vassalité.

Un sursaut, d'origine française, eut bien lieu avec le projet d'armée européenne appelé la CED (Communauté européenne de défense). Mais ce sont aussi les Français qui le rejetèrent, en 1954. Plus tard, le général de Gaulle, revenu au pouvoir, s'appliqua à doter la France de l'arme atomique pour imposer sa politique d'indépendance. Mais les Américains restaient les tuteurs armés d'une Europe qui ne l'était guère.

Aujourd'hui, la France et la Grande-Bretagne sont les deux seules forces militaires en Europe, où l'on a peu à peu désappris le danger de la guerre. Les attentats djihadistes et la politique d'expansion russe nous ont révélé brutalement que nous ne pouvions rester endormis sur le mol oreiller du pacifisme, comme dans les années 1930. L'isolationnisme américain nous met au pied du mur : une diplomatie concertée, une politique commune, une armée européenne deviennent les impératifs de notre sécurité. Les campagnes électorales sont rarement consacrées à la politique extérieure ; on a pu observer dans les débats de la primaire de la droite la quasi-absence de la question européenne. Il reste encore quelques mois avant l'élection présidentielle pour lui accorder toute sa place : elle conditionne notre avenir.

Samedi prochain, la chronique de Pascal Picq

**Face au repli
américain,
l'Europe est au
défi de s'unir par
la diplomatie
et la défense**